

sente seulement la structure sociale qui au terme d'une évolution économique et sociale était nécessaire au capitalisme. Faire appel au fascisme après 1919, le capitalisme allemand se décomposant lamentablement ne le pouvait, d'autant plus que le prolétariat était là menaçant. C'est pourquoi le putsch de Kapp est combattu par les fractions du capitalisme comme d'ailleurs par les Alliés qui comprennent l'aide inappréciable des socialistes. En Italie, par contre, l'assaut révolutionnaire ne s'effectue pas au lieu d'une décomposition du capitalisme mais d'une conscience de sa faiblesse qui le fait se retirer lors de l'occupation des usines pour remettre son sort entre les socialistes, mais qui lui permet aussi de réagir immédiatement la rafale passée et d'appeler le fascisme.

En somme, toutes les innovations du fascisme, au point de vue économique, résident dans une accentuation de la « disciplinisation » économique, de la liaison de l'Etat et des grands Konzerns (nomination de commissaires aux diverses branches de l'économie), de la consécration d'une économie de guerre.

La démocratie comme drapeau de la domination capitaliste, ne peut correspondre à une économie acculée par la guerre, secouée par le prolétariat et dont la centralisation est une position de résistance dans l'attente du nouveau carnage, une manière de transposer sur le plan mondial ses contrastes internes, d'autant plus qu'elle suppose une certaine mobilité dans les rapports économiques et politiques, une faculté de déplacement de groupes et d'individualités qui bien que gravitant autour du maintien des privilèges d'une classe doit néanmoins donner à toutes les classes la perception d'une élévation possible. Dans la période de développement de l'économie allemande d'après-guerre, les Konzerns liés à l'appareil d'Etat, exigeant de celui-ci le remboursement des concessions que les batailles ouvrières les obligeaient à consentir, enlevaient toute possibilité de survivance de la démocratie, puisque la perspective n'était pas celle de l'exploitation de colonies aux bénéfices plantureux, mais bien d'une lutte dure et âpre contre Versailles et son système de réparation et pour un droit aux marchés mondiaux. Cette voie était celle de la lutte brutale et violente contre le prolétariat et ici, comme au

point de vue économique, le capitalisme allemand montrait le chemin que les autres pays devaient emprunter par de tous autres moyens. Il est évident que sans l'aide du capitalisme mondial la bourgeoisie allemande ne serait jamais parvenue à réaliser ses objectifs. Pour permettre l'écrasement des ouvriers on dut enlever toutes les étiquettes américaines entravant l'exploitation exclusive des ouvriers par la bourgeoisie allemande; consentir des moratoires; finalement enlever la charge des Réparations. Il a aussi fallu l'intervention de l'Etat Soviétique abandonnant les ouvriers allemands pour ses plans quinquennaux, brouillant leur lutte pour devenir enfin un élément de la victoire fasciste.

Un examen de la situation qui va de 1923 à mars 1933, permet de comprendre que de la Constitution de Weimar à Hitler se déroule un processus d'une continuité parfaite et organique. La défaite des ouvriers se situe après un moment de plein épanouissement de la démocratie bourgeoise et « socialisante » exprimée par Weimar et permet la reconstitution des forces capitalistes. Alors progressivement l'étau se resserre. Bientôt c'est Hindenburg, en 1925, qui devient le défenseur de cette Constitution et pendant que le capitalisme reconstitue son armature toujours plus la démocratie devient plus restreinte, s'élargit dans des moments de tension sociale, voit même encore des gouvernements socialistes de coalition (H. Müller), mais dans la mesure où socialistes et centristes augmentent le désarroi des ouvriers, elle a tendance à disparaître (gouvernement Brüning et ses arrêtés-lois) pour faire place, enfin, au fascisme qui ne rencontrera aucune opposition ouvrière. Entre la démocratie, son plus beau fleuron: Weimar et le fascisme, aucune opposition se manifesterait: l'une permettra l'écrasement de la menace révolutionnaire, dispersera le prolétariat, brouillera sa conscience, l'autre au terme de cette évolution sera le talon de fer capitaliste consacrant ce travail, réalisant rigidement l'unité de la société capitaliste sur la base de l'étouffement de toute menace prolétarienne.

Nous ne ferons pas comme ces pédants et littérateurs de tout acabit, qui après coup essayent de « corriger » l'histoire et s'efforcent de trouver une explication des événements de l'Allemagne dans une

mauvaise application de telle ou telle autre formulation. Il est évident que le prolétariat allemand ne pouvait vaincre qu'à la seule condition de libérer (par les fractions de gauche) l'I. C. de la néfaste influence dissolvante du centrisme et se regrouper autour de formulations niant toutes les formes de la démocratie et du « nationalisme prolétarien » en se raccrochant à ses intérêts et à ses conquêtes. A ce point de vue le « social-fascisme » n'était pas une position allant au delà du marais démocratique puisqu'il n'expliquait pas le déroulement des événements se contentant de les confondre, mais bien une explication de la scission syndicale faite au nom de l'O. S. R. Aucun front unique démocratique ne pouvait sauver le prolétariat allemand, mais bien une lutte le niant; mais cette lutte devait être dispersée, dès lors qu'elle se rattachait à un Etat prolétarien travaillant à la consolidation du monde capitaliste dans son ensemble.

Aussi vrai que l'on pourrait aujourd'hui parler de « fascisation » des Etats capitalistes aux « démocraties des pleins pouvoirs » il aurait été juste d'en parler au cours de l'évolution capitaliste en Allemagne, si par là on entendait caractériser la fonction de la démocratie « peau de chagrin » se rétrécissant graduellement pour aboutir à mars 1933. Dans ce cours historique la démocratie était un élément de poids indispensable et disparu sous les coups fascistes lorsqu'il s'avéra impossible d'étouffer la fermentation des masses sans un autre mouvement de masse. L'Allemagne plus que l'Italie nous montre déjà une transition légale de Von Papen à Schleicher et de ce dernier à Hitler, sous l'égide du défenseur de la Constitution de Weimar: Hindenburg. Mais comme en Italie, la fermentation des masses nécessitait des vagues de masses pour démolir les organisations ouvrières, décimer le mouvement ouvrier. Il est possible que le développement des situations dans nos pays marque encore une certaine progression par rapport à ces expériences et que les démocraties des pleins pouvoirs n'ayant pas en face d'elles des prolétariats ayant livré des assauts révolutionnaires d'envergure, jouissant au surplus de situations privilégiées par rapport à l'Italie et à l'Allemagne (colonies), puissent parallèlement aux interventions dis-

ciplinaires dans l'économie, parvenir à étouffer le prolétariat sans devoir balayer totalement les forces traditionnelles de la démocratie qui feront d'ailleurs un effort d'adaptation appréciable (plan de la C. G. T. en France, plan de Man en Belgique).

Le fascisme allemand ne s'explique ni comme classe distincte du capitalisme, ni comme émanation des classes moyennes exaspérées. Il réalise la forme de domination du capitalisme ne parvenant plus, au travers de la démocratie, à relier toutes les classes de la société autour du maintien de ses privilèges. Il n'apporte pas un type nouveau de l'organisation sociale, mais une superstructure adéquate à une économie hautement développée et devant détruire politiquement le prolétariat pour anéantir tout effort de correspondance entre les contrastes toujours plus aigus qui déchirent le capitalisme et la conscience révolutionnaire des ouvriers. Le statisticien pourra toujours invoquer la masse importante des petits bourgeois en Allemagne (5 millions pour les intellectuels, fonctionnaires y compris) pour essayer de présenter le fascisme comme « son » mouvement. Il reste que le petit bourgeois, plongé dans une ambiance historique où les forces productives, en l'écrasant et en lui faisant comprendre son impuissance, déterminent une polarisation des antagonismes sociaux autour des principaux acteurs: la bourgeoisie et le prolétariat, n'a même plus la possibilité de balancer de l'un à l'autre, mais instinctivement se dirige vers ceux qui lui garantissent le maintien de sa position hiérarchique sur l'échelle sociale. Au lieu de se dresser contre le capitalisme, le petit bourgeois, salarié au col amidonné ou commerçant, gravite autour d'une carapace sociale qu'il voudrait voir assez solide que pour faire régner « l'ordre, le calme » et le respect de sa dignité, en opposition à des luttes ouvrières sans issues, qui l'énervent et brouillent la situation. Mais si le prolétariat se dresse sur ses jambes et passe à l'assaut, le petit bourgeois ne peut que se terrer et accepter l'inévitable. Lorsqu'on présente le fascisme comme le mouvement de la petite bourgeoisie on viole donc la réalité historique en dissimulant le terrain véritable où s'élève celui-ci. Le fascisme canalise tous les contrastes qui mettent en danger le capitalisme et les dirige vers sa consoli-